



CP/OSMR/2020

Bureau du porte-parole et des relations avec les médias

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La MONUSCO s'inquiète de l'escalade des violences intercommunautaires dans les territoires de Fizi, Mwenga, et Uvira dans la province du Sud-Kivu

Kinshasa, 10 août 2020 – Les violents affrontements entre groupes armés et les FARDC ainsi que les attaques contre des civils dans la région des Hauts Plateaux du Sud Kivu, y compris contre des villages et camps de déplacés, ont fait au moins 128 morts entre février 2019 et juin 2020, dont 21 femmes et sept enfants, selon une note de situation publiée par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH). En outre, 42 femmes et cinq enfants ont été violés, plus de 95 villages, des écoles et des centres de santé ont été incendiés et plus de 110 000 personnes déplacées par ces violences.

La région connaît des cycles de violence intercommunautaire de longue date liés à la transhumance et à l'accès à la terre. Un regain de violence a été noté depuis février 2019 avec la participation de groupes armés étrangers et le recours à des messages de haine propagés par des membres des différentes communautés vivant en RDC ou à l'étranger à travers les discours publics, les médias et les réseaux sociaux.

Le cycle d'attaques et de représailles se poursuit. Au mois de juillet 2020, au moins 32 autres civils ont été tués dans la zone, dont 15 dans une attaque contre Kipupu et quatre autres villages dans le territoire de Mwenga le 16 juillet, tel que documenté par une mission effectuée sur place avec le soutien de la MONUSCO.

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et Cheffe de la MONUSCO, Leila Zerrougui, a souligné que « la violence ne résoudra en rien les griefs qui peuvent exister entre les communautés. Tous les habitants des Hauts Plateaux doivent s'engager résolument dans la recherche de solutions pacifiques qui profitent à toutes les communautés, dans le respect des droits de chacun ».

Madame Zerrougui condamne en outre les discours de haine et les appels à la violence lancés depuis la RDC comme depuis l'étranger, qui sont inacceptables et exposent leurs auteurs à des poursuites.

Avec l'appui de la MONUSCO, les forces de défense et de sécurité déployées dans la région ont multiplié les efforts pour neutraliser les groupes armés impliqués dans les attaques et assurer la protection des populations civiles, en particulier dans les sites de déplacés. Ces efforts doivent se poursuivre dans le strict respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.



L'accès à l'assistance humanitaire a été perturbé par des attaques perpétrées contre les organisations humanitaires et les camps des déplacés. Ces graves violations du droit international humanitaire empêchent des milliers de personnes de recevoir une aide vitale alors qu'elles ne peuvent plus accéder à leurs champs et que leurs réserves alimentaires ont été pillées ou détruites.

La MONUSCO réitère sa détermination à travailler avec les FARDC pour la protection des civils et la sécurisation des zones affectées par la violence. La Mission continuera également de soutenir les initiatives de dialogue intercommunautaire engagées par les autorités nationales et provinciales pour garantir la paix et la sécurité dans la province.